

leur mise en oeuvre. Chaque service technique, comme ceux de l'agriculture, de la zootechnie et des travaux publics, prépare et applique son plan d'action. À l'origine, on formait un *Panchayat* pour chaque groupe de 1 000 habitants et un bloc pour chaque groupe de 100 000. Il existe présentement environ 220 000 *Panchayat* représentant des villages, 53 000 *Panchayat Samiti* et 351 *Zilla Parishad*. Ces données révèlent l'ampleur de l'administration rurale indienne.

Le gouvernement réserve environ la moitié de tous les postes de la fonction publique et des admissions aux diplômés d'institutions d'enseignement et aux membres de «classes en retard, de castes et de tribus désignées».

Le secrétaire du Cabinet occupe le poste le plus élevé de l'appareil administratif. Il dirige le Secrétariat du Conseil des ministres, qui coordonne les activités de trente-cinq ministères. Chaque ministère comprend un ou plusieurs services dirigés par un secrétaire. Sous ses ordres, on trouve des secrétaires additionnels, des cosecrétaires, des directeurs, des secrétaires adjoints et des sous-secrétaires.

Le poste de cosecrétaire auprès du Gouvernement de l'Inde correspond à

celui de secrétaire principal auprès des gouvernements des États. Certains ministères des gouvernements d'États correspondent à ceux du gouvernement fédéral, exception faite des ministères des Affaires étrangères, de la Défense, de l'Aviation, des Chemins de fer et des Communications, qui relèvent du Gouvernement de l'Inde. Au niveau des gouvernements d'États, le poste de secrétaire général est le plus élevé.

Le gouvernement fédéral est le principal organe de contrôle et de promotion du développement social et économique. Grâce à la libéralisation, le secteur privé est de moins en moins assujéti aux contrôles et aux règlements gouvernementaux.

Le gouvernement indien a adopté nombre de mesures de rationalisation fédérales et étatiques, car plusieurs trouvent le système administratif lourd et non viable. En effet, la plupart des Indiens croient que la bureaucratie est inefficace, corrompue et manque de professionnalisme. Toute démarche qui l'implique exigera beaucoup de temps et d'efforts. Il faut exercer des pressions politiques pour obtenir qu'une décision soit prise. À moins de disposer des contacts nécessaires, il vaut mieux éviter d'avoir affaire au gouvernement, particulièrement au niveau des États ou des strates inférieures de la hiérarchie.